

Ping : le voyage inutile ?

Tribune – Edito – Ndimbu A. 25/01/10

Jean Ping est venu. Il a vu. Il est reparti. Et ce diplomate expérimenté s'est sans doute rendu compte que les carottes étaient cuites, et que sa dernière mission ne va rien modifier à la situation. La proposition qu'il vient de remettre au nom de l'Union africaine (UA), se base essentiellement sur un retour à l'esprit et à la lettre des accords de Maputo, ainsi qu'à l'acte additionnel d'Addis-Abeba. Elle ne tient pas compte de la réalité actuelle du terrain, et surtout du paramètre nouveau que représente le forcing hâtif vers les législatives. Manque de compréhension de la complexité du contexte malgache, manque de créativité, ou signe inconscient que l'UA a baissé les bras ? Car si la Haute autorité de transition (HAT) est coupable d'un entêtement ridicule et stérile dans sa crise de nombrilisme aigu, le refus de voir que la présence de nouveaux paramètres doivent entraîner une mise à jour de la stratégie de gestion de la crise est également un manque de clairvoyance.

La proposition de l'UA a donc peu de chance de recevoir l'assentiment du clan Rajoelina, hypnotisé à fond par les élections législatives et unilatérales du 20 mars 2010. Celles-ci sont présentées par le pouvoir de transition et ses partisans, non seulement comme une solution acceptable vers la sortie de crise, mais surtout, comme un symbole de souveraineté nationale.

Dans le processus actuel mené par Jean Ping, il a été donné 15 jours aux différentes mouvances pour réagir officiellement à la proposition de l'UA. Notons cependant que la réaction négative des griots de Rajoelina a déjà rempli l'espace médiatique depuis la fin de la semaine dernière, et on n'attend plus que la voix de leur maître pour confirmer officiellement la fin de non-recevoir. Et ensuite, en cas de maintien de sa position unilatéraliste par le pouvoir de transition actuel, il est prévu que la communauté internationale étudie les sanctions à appliquer. Les Etats-Unis, l'Union européenne et la SADC en ont déjà agité la menace. Cependant, à force de brandir des avertissements, la communauté internationale devrait songer à passer à la phase concrète pour ne pas perdre de crédibilité. Mais comment punir un régime qui viole démocratie et droits de l'homme, sans punir la population ?

Ce qui a été décidé par les États-Unis contre les dignitaires du régime Tandja (Niger) peut être intéressant. Mais ce genre de sanctions ne peut être pertinent que si l'Union européenne les applique également. On se doute cependant que Paris, toujours très prompt à protéger ses amis francophones, usera de tout son poids pour s'opposer à des sanctions européennes. D'ailleurs, leurs portées seront assez limitées quand on considère le nombre de citoyens français au sein du régime de transition, et qui seront donc protégés de fait.

Ceci étant dit, ce ne sont pas les sanctions de la communauté internationale qui vont ouvrir la porte vers la sortie de crise à court terme. Car leur objectif est de faire pression sur le régime de transition pour qu'il se soigne de son autisme, et accepter l'évidence qu'un minimum de consensus est nécessaire pour donner une chance à la transition.

Mais cette pression n'est efficace qu'à deux conditions : *primo*, une maturité qui conditionne le sens de l'Etat chez les décideurs ; *secundo*, la capacité de comprendre que le pays est au bout du rouleau. Or, il n'est de pire sourd que celui qui ne veut entendre, sauf des voix serviles dire « Monsieur le Président ». Prisonnier de son aile extrémiste, Andry Rajoelina n'a pas la capacité de voir à moyen ou long terme. L'obligation de faire face aux problèmes quotidiens, qu'il a lui-même créés, le force donc à faire des choix dans une optique très courte. « *L'homme d'Etat pense à la prochaine génération, l'homme politique à la prochaine élection* » disait James Clarke. Législatives, mars 2010 : deux mois, c'est donc la portée maximale de la vision de la Haute autorité de transition (HAT). C'est bien peu, mais ce n'est pas étonnant. Depuis un an, les putschistes nous ont habitué à du bricolage, sans aucune vision ni sens stratégique des intérêts de la Nation.

La logique obsessionnelle pour que ces législatives se tiennent envers et contre tout et tous ne peut donc être une solution sérieuse pour ramener la paix et la sérénité. Dans les conditions actuelles, elles ne résoudront rien à moyen terme, ni vis-à-vis de l'opposition, et encore moins vis-à-vis de la communauté internationale. Et ce, tant que la HAT, emmurée dans ses illusions, ne fera les concessions pour bâtir un consensus minimal sur la sortie de crise. Mais il est vrai que chez Alice au pays des merveilles, les investisseurs saoudiens, le bois de rose et les promesses bidon de démocratie ne sont que des éléments naturels de la mauvaise pièce de théâtre que nous vivons depuis un an. Sans oublier les billets de 10.000 Ariary sur lesquels on se demande s'il faut jouer au jeu des sept erreurs¹.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Ping-le-voyage-inutile,13428.html>

¹ Intox ou réalité ? Sur internet, les bruits concernant la circulation de billets de 10 000 ariary d'un modèle inhabituel n'arrêtent pas depuis plusieurs jours.

La Banque Centrale de Madagascar s'est donc sentie obligée de rappeler que depuis mai 2008, elle avait informé le public de l'arrivée sur le marché de nouvelles coupures de billet portant la signature du nouveau gouverneur, Frédéric Rasamoely. Et l'on a compris des explications données que puisque la période de transition entre le Franc malgache et l'Ariary est désormais légalement terminée, les billets récents ne contiennent plus d'indication de montant en franc.

De ce communiqué, on comprend aussi que des billets qui ne seraient pas signés ne sortiraient pas de la Banque Centrale et ne pourraient être que des faux. La rumeur fait en effet état de la circulation de billets non signés. Les recherches effectuées par quelques membres de la rédaction n'ont pas permis de confirmer l'existence de telles coupures, et on peut donc affirmer que les informations publiées par notre confrère L'Express de Madagascar, pourtant généralement bien informé, sont erronées sur ce point.